



**« Tu montreras ma tête au peuple,
elle en vaut bien la peine »
dit Danton à l'attention
du bourreau Sanson,
ce 5 avril 1794**

Danton conduit à l'échafaud. Sanguine attribuée à Wille, Paris, musée Carnavalet.

Danton, la voix d'un homme qui défend sa tête

« Ma demeure sera bientôt dans le néant ; quant à mon nom, vous le trouverez dans le panthéon de l'Histoire. »
phrase de Danton.

Quel destin singulier que celui de cet homme : issu de la petite bourgeoisie bourguignonne, monté à Paris pour devenir avocat (comme tant d'autres à la fin du XVIII^e siècle), il devint pourtant en l'espace de quelques mois, l'un des chefs de file les plus charismatiques de la Révolution française et, notamment, ministre de la Justice pendant deux mois.

Habile et rusé politicien dont le talent oratoire et l'ascendant sur les foules lui acquirent le surnom de « *roi des halles* », il embrassa le principe de la Révolution dès 1789, fonda le célèbre « *club des Cordeliers* » et organisa dans l'ombre, les sinistres événements de l'année 1792, s'opposant bientôt à Robespierre qu'il précéda de quelques mois sous le couperet de la guillotine, condamné par le Tribunal révolutionnaire dont il avait appuyé la création.

Tribun superbe, corrompu à l'extrême, il laisse à la postérité un héritage controversé : celui qui avait osé défier le Comité de Salut Public en exigeant la fin de la Terreur, sera condamné à mort, à la suite d'un simulacre de procès et exécuté le 5 avril 1794. Trois mois plus tard, les exécutions massives s'arrêtent*.



Portrait anonyme de Camille Desmoulins, Paris, musée Carnavalet, fin du XVIII^e siècle

* Le 17 Germinal An II (5 avril 1794), Danton et Camille Desmoulins sont guillotinés avec quelques autres partisans. Robespierre reste pour quelques mois, seul maître à Paris. Il se laisse aller à des excès de pouvoir.

Alors commence la « Grande Terreur », il frappe à gauche : les hébertistes, à droite : les dantonistes. On envoie pêle-mêle à l'échafaud les carmélites de Compiègne, Madame Elisabeth, la comtesse du Barry. On supprime l'audition des témoins, on abrège les plaidoiries. La loi du 22 prairial an II (10 juin 1794) réduit les procès à de simples comparutions devant les juges. On a longtemps considéré que la Terreur s'achevait le 9 thermidor an II (27 juillet 1794) avec la chute de Robespierre et de ses partisans et leur exécution le lendemain ; les historiens sont aujourd'hui plus nuancés : ils rappellent que seule la loi du 22 prairial est abolie dans les jours qui suivent le 9 thermidor, et que le tribunal révolutionnaire et la loi des suspects ne sont pas supprimés avant de longs mois, tandis que les exécutions continuent.

Danton : « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace... »

Georges- Jacques Danton naît à Arcis-sur-Aube le 28 Octobre 1759.

Comme la plupart des révolutionnaires, Danton est issu de la bourgeoisie de robe et de finance, en voie d'agrégation à la noblesse par l'achat de charge de judicature et de fiefs. Quand son père, Jacques Danton, procureur de la ville, meurt laissant l'enfant qui n'a pas encore deux ans, c'est alors à sa mère que revient la lourde tâche d'élever seule ses cinq fils. Sans doute débordée par l'écrasante responsabilité que le décès de son mari lui impose, elle confie le petit Georges au soin d'une nourrice, (au XVIII^e siècle, cette pratique est très courante. Les aléas de la vie quotidienne la rendent nécessaire).



Portrait de Danton par Constance-Marie Charpentier, musée Carnavalet, 1792.

Ceux qui ont rencontré Danton au cours de sa carrière politique n'ont jamais oublié de souligner l'affreuse laideur de son visage. L'enfance de celui qui, plus tard, deviendra l'un des plus habiles orateurs de la Révolution, n'a pas manqué de rudesse : il aurait été victime de plusieurs accidents qui le marquent : à un an un taureau, se jetant sur une vache qui l'allait (selon la coutume répandue dans les campagnes champenoises), le blesse d'un coup de corne, lui laissant une difformité à la lèvre supérieure gauche.

À sept ans, comme il est doué d'une grande force, il veut se mesurer à un taureau qui lui écrase le nez d'un coup de sabot. Renversé par un troupeau de cochons, il manque de se noyer. Il contracte dans sa jeunesse la petite vérole, dont il conserve des traces sur son visage grêlé.

A l'époque la vérole frappe souvent les jeunes. Elle n'épargne pas plus Georges que les autres. Celui-ci en réchappe mais la maladie a le temps de laisser sur ses traits une marque définitive.

Vers dix ans, le garçon est mis en pension au séminaire de Troyes. L'oncle de la famille nourrit pour lui l'espoir d'une carrière ecclésiastique. Mais la discipline religieuse ne s'accorde guère au tempérament impulsif et agité de l'adolescent. Le règlement particulièrement strict de l'établissement le rend enragé. Il est exclu au bout de quelques mois puis recueilli par les Oratoriens.

La souplesse de l'ordre lui convenant davantage, il y apprend le latin. Mais il découvre aussi que la religion n'est pas pour lui. Ses études achevées, il part à Paris.

Il trouve à se faire embaucher chez un procureur (*équivalent de l'époque de l'avoué*). Il apprend, au contact de celui-ci, ce métier qui a été celui de son grand-père puis de son père et qui éveille son intérêt. Mais sans diplôme, les portes de la magistrature lui restent fermées. Le voilà donc reparti, pour Reims cette fois. Il en revient en 1784, ces études de droit accomplies, avec dans ses bagages une licence.

De retour sur la capitale, il s'installe et ouvre son propre cabinet, rue des Mauvaises Paroles....

La Révolution le conduit sur les chemins plus mouvementés et périlleux de la politique.

Pourtant, ses débuts de carrière ne sont pas éclatants.

Si Robespierre a la chance de faire partie des Etats- Généraux, puis de l'Assemblée Législative, l'enfant d'Arcis-Sur-Aube doit se contenter d'un départ plus modeste.

En cela, son tempérament est très différent de celui de Robespierre.

Georges Danton n'est pas fait pour rester de longs moments assis à une table, il lui faut de l'action.

Mais Maître Danton ou d'Anton* n'est pas surchargé de travail. Il plaide finalement assez peu : la concurrence ne manque pas, les confrères sont très nombreux. Et puis, l'homme ne s'acharne pas non plus au labeur.

Il passe donc plus de temps à fréquenter les cabarets que les tribunaux. C'est d'ailleurs dans l'un d'eux, le café du Parnasse, qu'il rencontre celle qui deviendra son épouse, Gabrielle Charpentier, la fille du propriétaire de l'établissement. Comme il la trouve fort à son goût, et qu'elle apporte en outre une dot confortable, il l'épouse sur le champ (du mariage naîtront quatre enfants dont deux fils seulement survivront).

**Lorsqu'il s'installe à Paris avant la Révolution, il usurpe alors de la particule pour se prétendre noble et être mieux vu par sa clientèle suivant la mode des bourgeois et souhaitant copier la noblesse par recherche de prestige social : Cabinet de M. d'Anton, avocat ès conseils (source : L'État actuel de Paris de 1788).*

Grâce à la dot de 20 000 livres de son épouse et des prêts cautionnés par sa famille d'Arcis, il peut acheter en 1787 la charge prestigieuse « d'avocat aux Conseils du roi » de Me Huet de Paisy, charge censée constituer l'élite de la profession. Mais Maître d'Anton est vite déçu : sa clientèle, constituée principalement de cultivateurs et de marchands, ne lui apporte pas la fortune espérée. (D'après « État actuel de Paris de 1788 » le cabinet de « M. d'Anton, avocat ès conseils » était dans un Immeuble démoli en 1875 pour prolonger le boulevard Saint-Germain au 1 de la cour du Commerce sur la rue de l'École-de-Médecine).



Mirabeau par François Lonsing, Musée des Beaux-Arts de Bordeaux

On sait aujourd'hui sans contestation possible que Danton a touché de l'argent de la Cour selon le plan de corruption proposé à Louis XVI par l'orateur génial et débauché impénitent Mirabeau, qui visait notamment les journalistes et les orateurs de club.

On sait qu'avec cet argent, s'il a remboursé les emprunts faits pour acquérir son office d'avocat et acheté des biens nationaux à Arcis-sur-Aube, à l'inverse, on ne sait rien de précis sur les services qu'il aurait pu rendre à ceux qui le payaient.

Il paie la somme de 78 000 livres en plusieurs fois et sa dernière échéance est payée le 3 décembre 1789, grâce notamment à de l'argent venu du roi Louis XVI ou de son cousin le duc d'Orléans, sans que l'on puisse conclure que sa vénalité se soit traduite par des services rendus à ces hauts personnages.



Les événements de 1789 bouleversent la France comme l'existence de Danton

1789, ce ne sont pas seulement la prise de la Bastille et la rédaction de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. C'est aussi la découverte de la vie politique pour les Français. La multiplication des journaux permet à chacun de construire puis d'exprimer ses opinions. Jamais dans les bistrot, dans les rues de la capitale, on a autant commenté, critiqué, analysé les décisions du pouvoir.

Les premiers « clubs » apparaissent à ce moment et accueillent ceux qui le souhaitent. Installés dans quelques couvents abandonnés, ils réunissent toutes les origines sociales, tous les milieux professionnels. Les Parisiens qui y participent ne sont pas des experts de la parole.

Quelques-uns montent à la tribune et improvisent un discours maladroit. Le silence et l'écoute ne sont pas souvent à l'ordre du jour : les réunions se déroulent la plupart du temps dans une atmosphère survoltée et agitée.

Lors de la division de Paris en districts*, il obtint la présidence du « club des Cordeliers » (avril 1790), dont il fit un foyer d'agitation et de turbulence démagogique, auprès duquel celui des Jacobins pouvait passer pour une assemblée d'hommes modérés. « Cette voix de Stentor, décrit son contemporain René Levasseur, retentissait [...] comme le canon d'alarme qui appelle les soldats sur la brèche. »

** En 1789, Paris compte 16 quartiers divisés le plus souvent en 4 districts et représentant au total 60 districts. Le décret du 21 mai 1790 remplace les 60 districts par 48 sections. Il s'agit de circonscriptions électorales. Les électeurs actifs (77 500 électeurs actifs sur 650 000 habitants environ) s'y réunissent en assemblée avec un président et un bureau. Avec l'avancement de la Révolution, les assemblées siègeront en permanence et rassembleront tous les électeurs, les modérés étant cependant le plus souvent écartés.*

C'est dans ce club où il fréquente Camille Desmoulins et Jean-Paul Marat*, que Danton fait ses premiers pas d'homme politique. L'« Orateur du peuple », Honoré Gabriel Riqueti, Comte de Mirabeau, (plus communément appelé Mirabeau qui apostrophe le marquis de Dreux-Brézé par des mots célèbres : « Allez dire au roi que nous sommes ici par la volonté du peuple et que nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes ») qui avait besoin de personnages de cette espèce pour effrayer la Cour et opérer les premières secousses de la Révolution, s'en sert, comme d'un soufflet de forge pour enflammer les passions populaires.



Joseph Boze, *Portrait de Marat* (1793), Paris, musée Carnavalet.

** Lorsqu'il était médecin de l'écurie et des pages du comte d'Artois, frère du roi, Marat essaya vainement de faire reconnaître sa fausse noblesse espagnole et enregistrer un blason que l'on retrouve sur sa correspondance entre 1778 et 1789. Il était médecin, physicien, journaliste avant d'être homme politique français. Usurpateur de noblesse avant la chute du régime monarchique, il est mort assassiné dans une baignoire le 13 juillet 1793 à Paris. Il est le fils de Jean-Baptiste Marat, un prêtre mercédaire (ordre mendiant) défrôqué d'origine sarde.*

Pendant deux ans, Danton construit patiemment la popularité qui va le porter sur le devant de la scène publique. Son action ne s'exerce encore que dans le cadre des clubs de la capitale. Mais son heure approche. Elle finit par retentir en 1792, lorsque la Monarchie disparaît au lendemain de la prise des Tuileries.

Danton, l'ascension fulgurante d'un audacieux

Ses interventions régulières marquent les esprits. Ses formules sont percutantes. L'ancien avocat sait parfaitement manier les mots. Il se constitue, dès 1789, l'orateur de la populace, et, par son ascendant sur elle, mérita d'être appelé plus tard le « *roi des halles* ».

Les plaidoiries qu'il a soutenues au cours de ses procès perdus ou gagnés lui ont donné un solide sens de la répartie. Et puis, bien mieux que Robespierre, il impose sa personnalité, son charisme. L'orateur a la chance de posséder les qualités nécessaires pour cela.

D'une force extraordinaire, la puissance de son corps et sa taille colossale, la largesse de ses épaules, le nez aplati et au vent, les lèvres saillantes, les yeux petits, mais le regard ardent et audacieux, toute sa personne fait qu'il ne passe jamais inaperçu quand il se présente devant son auditoire.

Et puis, il y a sa voix, rude et solide, assurée, qui éclate parfois comme un tonnerre, fait retentir les salles publiques, et son éloquence, pleine de figures gigantesques et d'apostrophes violentes, effraye quand les circonstances du discours l'exigent, ceux qu'elle n'entraîne pas.

Sa seule présence suffit à imposer le respect et l'attention.

L'intelligence du personnage, ses phrases incisives et justes achèvent de séduire ceux qui ne viennent que pour l'entendre.

Mais ce n'était pas seulement dans les assemblées ou dans les clubs qu'il domine ; on le voit dans les rues, sur les places publiques, au milieu des rassemblements tumultueux, haranguant la multitude, le plus souvent avec véhémence, quelquefois avec gaieté.

Cet homme n'a pas, comme beaucoup d'autres, embrassé la Révolution par une spéculation philosophique ; ses vues sont moins élevées. Plus attaché aux jouissances sensuelles, il appartient à cette classe d'intrigants qui ne tendent à de grands bouleversements que pour arriver à la fortune ; quelquefois même, il ne fait pas mystère de ses projets à cet égard. « *Jeune homme, dit-il un jour, venez brailer avec nous ; quand vous aurez fait votre fortune, vous pourrez embrasser plus à votre aise le parti qui vous conviendra.* »

Que ce soit, en 1789, au 14 juillet, ou lors des journées des 5 et 6 octobre, le 17 juillet 1791, le 20 juin 1792, le 10 août 1792, il se montre partout pour exciter le peuple, les haranguer, les préparer ; sa conduite à la tête du rassemblement, qui nécessite le déploiement du drapeau rouge, fait lancer contre lui un décret d'arrestation qui n'a pu être exécuté.

Le 16 juillet 1791, dans l'après-midi, la veille de la fusillade du Champ-de-Mars, il va lire la pétition des jacobins au Champ-de-Mars sur l'autel de la patrie.

Mais le 17, il est absent lorsque la Garde nationale commandée par La Fayette tire sur les pétitionnaires, faisant une cinquantaine de victimes. Une série de mesures répressives contre les chefs des sociétés populaires suit cette journée dramatique, l'obligeant à se réfugier à Arcis-sur-Aube, puis en Angleterre durant quelques semaines.

Après l'amnistie votée à l'Assemblée le 13 septembre 1791, il revient à Paris.

Il tente de se faire élire à l'Assemblée législative mais l'opposition des modérés à l'assemblée électorale de Paris l'en empêche.

En décembre, lors du renouvellement partiel de la municipalité, marqué par une forte abstention (*la défaite de La Fayette à la mairie au poste de Bailly démissionnaire marque le déclin du parti « constitutionnel » qui a jusque-là dominé l'Hôtel de Ville*), alors qu'il est poursuivi pour dettes, il se présente devant les électeurs de Paris. Un huissier, nommé Damien, qui le poursuit, voulait le saisir, est arrêté lui-même comme ayant violé la « *souveraineté nationale* » !!.

Danton est quand même nommé second substitut adjoint du procureur de la Commune de Louis-Pierre Manuel malgré la Constitution et malgré l'Assemblée constituante elle-même, pour qui cette nomination est un outrage évident.

Les conseillers constitutionnels de Louis XVI, voyant qu'on ne peut vaincre Danton (*ou plutôt qu'on ne l'osait pas*), sont d'avis de l'acheter ; mais les personnes chargées de la négociation mettent ses services à trop bas prix ; il rejette leurs propositions avec hauteur, et a la hardiesse de faire entendre dans un de ses discours à la commune, que, « *s'il ne les avait pas acceptées, c'est qu'elles étaient au-dessous de ses prétentions* ».

Pour faire taire les bruits qu'alors on répand contre lui, il se montre plus acharné contre la royauté, et contribue plus que personne à la révolution du 10 août 1792, après avoir organisé l'insurrection du 20 juin précédent.

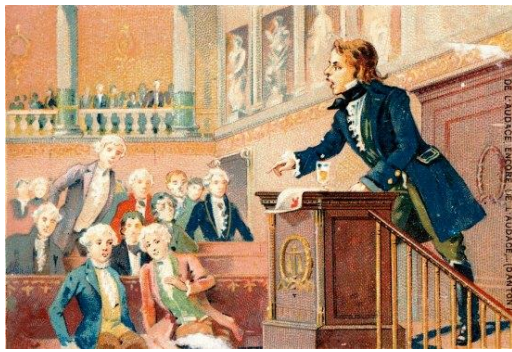
Ayant passé quelques jours à Arcis-sur-Aube, il reparait dans la capitale la veille de cette sanglante journée, met en campagne tous les agitateurs subalternes, fait loger aux Cordeliers la fameuse légion marseillaise, donne le signal du tocsin à minuit, et encourage les efforts des insurgés.

L'assemblée, qui le nomme ministre de la justice (août 1792), rend dès lors tous les décrets qu'on vient lui demander.

Massacres de septembre 1792, prélude à la Terreur

Dans la matinée du 2 septembre, on apprend que les Prussiens, commandés par le duc de Brunswick et ayant avec eux les deux frères du roi de France et un grand nombre d'émigrés, sont entrés sur le territoire français, et se sont emparés de Longwy et de Verdun. Cette nouvelle met la capitale dans la plus violente agitation.

Danton se rend sur-le-champ au comité de la commune, dit de Salut public, dont les membres appartiennent tous au club des Cordeliers, et a une longue conférence avec eux.



« De l'audace, encore de l'audace » (Danton, devant l'Assemblée nationale, le 2 septembre 1792). Lithographie de 1900

Ce discours (et plus encore peut-être les arrangements secrets de Danton avec le duc de Brunswick, commandant en chef de l'armée ennemie) va être à l'origine du sursaut de Valmy. Par cette victoire inespérée, la Révolution est sauvée. Le député Vergniaux rappelle dans un discours éloquent, les menaces du duc de Brunswick, et convertit en motion la demande du ministre, qui est décrétée à l'unanimité.



Massacre du 2 septembre à l'Abbaye

À peine le décret est-il rendu, que l'alarme, la terreur se répandent dans toutes les âmes ; au son lugubre du tocsin, au bruit de la générale, la multitude furieuse crie aux armes, insulte, menace tous ceux qui ne partagent pas son délire, et les émissaires des clubs et du comité de la commune (comme à l'instigation de meneurs comme le journaliste Jean-Paul Marat) déclarent hautement qu'avant de marcher à l'ennemi, il faut exterminer les scélérats de l'intérieur, et désignent surtout les prisonniers.

Des dizaines de sans-culottes envahissent les prisons de l'Abbaye, la Force, la Conciergerie, Bicêtre, massacrent les prisonniers prétendument contre-révolutionnaires.

Ces malheureux, prévoyant leur sort, supplient l'employé chargé de la surveillance des prisons de leur sauver la vie. Les ministres sont réunis à l'hôtel de la Marine ; l'employé s'y rend : Mme Roland, femme de l'un d'eux, rapporte dans ses mémoires que Danton est le premier auquel il s'adresse ; il lui rendit compte des mouvements qu'on voyait autour des prisons, et des alarmes des prisonniers, et lui indique que c'est surtout à lui, en sa qualité de ministre de la justice, à leur donner assistance. « Danton, dit Mme Roland, importuné de la présentation malencontreuse de l'employé, s'écrie avec sa voix beuglante, et un geste approprié à l'expression : Je me fous bien des prisonniers ; qu'ils deviennent ce qu'ils pourront ; et il passa son chemin avec humeur. »

Au total, un millier de victimes : aristocrates, prêtres réfractaires mais aussi droit commun et citoyens ordinaires.

Avec ces massacres, la Révolution française entre dans sa phase la plus violente.

Danton remercia, dit-on, les assassins, en ces termes : « Le ministre de la Révolution et non celui de la justice vous remercie. »

C'est sous son contresceau que parvient dans les départements l'odieuse circulaire du comité de la commune de Paris, qui invite les patriotes à répéter dans les provinces les exécutions de septembre.

Ces terribles massacres produisent l'effet que leurs auteurs en ont attendu ; la terreur glace tous les esprits.

Dans le plus grand nombre des départements, mais surtout à Paris, il n'y a que les ennemis de l'autorité royale qui obtiennent des suffrages aux élections, et toutes les fonctions publiques sont remplies par des « furieux ».

Le 21 septembre 1792, l'Assemblée nationale cède la place à la Convention nationale qui constitue dix-huit comités et nomme les membres du Conseil exécutif (ex. provisoire).

Danton quitta le ministère de la justice 2 mois après son élection, après avoir assuré l'élection de Fabre d'Eglantine et du duc d'Orléans, pour les fonctions de député à la Convention, auxquelles il avait été appelé par les électeurs de Paris.

Il espérait y avoir le même ascendant que dans les clubs et sur le peuple de la capitale ; mais il y apportait un double germe de discorde et d'inimitié : ses crimes et ses succès.

Quoiqu'il soit réellement le principal fondateur de la république, les véritables républicains sont ses adversaires.

Dès la première séance de la Convention, le 21 septembre 1792, Danton demande que :

- les propriétés soient déclarées inviolables,
- fait décréter qu'il ne peut y avoir de constitution que celle qui est acceptée par le peuple ;
- fait porter la peine de mort contre quiconque propose ou tente de détruire l'unité de la république,
- et contre les émigrés qui rentrent en France ;
- refuse de rendre compte des dépenses secrètes de son ministère
- se prononce pour la liberté des cultes.

Ses rapports avec Charles-François du Périer dit Dumouriez* le fait choisir pour aller conférer avec ce général sur les moyens d'opérer la conquête de la Belgique, le 30 novembre 1792.



Le général Dumouriez
par Jean-Sébastien
Rouillard (1834).

**Dumouriez, plus doué pour l'intrigue que pour l'héroïsme, est vite chargé de diverses missions plus diplomatiques que militaires en Espagne, en Corse, en Pologne et en Suède (1763-1773) ; il connaît plus d'une aventure mal élucidée et fait une fois six mois de Bastille. Maréchal de camp (général de brigade) en 1788, il lie partie avec les Jacobins et se trouve, en 1792, ministre des Relations extérieures puis de la Guerre ; contraint de démissionner, il part à l'armée du Nord et en prend le commandement après la désertion de Lafayette. Par ses audacieuses manœuvres, il est sans conteste le principal vainqueur de Valmy ; la façon dont il laisse l'armée prussienne se retirer ensuite sans chercher à la détruire lui attire aussitôt la suspicion de Marat, qui flaire en lui, déjà, le candidat dictateur.*

Le 1er janvier 1793, la Convention nationale crée le « comité de défense générale ».

Danton vote la mort du Roi

De retour, lors du procès de Louis XVI, Danton répond à quelqu'un qui lui faisait observer qu'on ne pouvait être à la fois accusateur, juge et juré : « *Vous avez raison, nous ne jugerons pas Louis XVI, nous le tuons* », et il vote la mort sans sursis.

Le 6 novembre 1792, Danton, le tout premier, demande la publication intégrale du rapport Valazé (premier acte énonciatif des crimes de Louis Capet) qui venait d'être lu, en même temps qu'il rejette l'inviolabilité de Louis XVI et appelle à la condamnation en cas de reconnaissance de sa culpabilité.

Le 15 novembre, il exprime le souhait d'un rapport sur le décret du 13, présenté par Pétion sur le thème « *Louis est-il jugable ?* » en précisant la nécessité de se prononcer sur l'inviolabilité, le mode de jugement et la peine.

Dans cette logique, le 30 novembre, avant de partir en mission, il appelle à l'accélération des procédures de jugement, afin d'obtenir au plus vite la condamnation à mort de Louis Capet.

Il aurait même dit en privé : « *il ne faut pas juger le roi mais simplement le tuer* ».

De ce fait, en février 1793, il avait la confiance pleine et entière des régicides ou pro-régicides qu'on n'a jamais dans cette affaire soupçonnée de corruption : de René Choudieu à l'abbé Grégoire et Hérault de Séchelles.

Si on s'en tient aux faits, par ses propres votes, il a ignoré les menaces de révélations de cette corruption politique par Bertrand dans une lettre du 11 décembre 1792, qu'il a découverte à son retour de mission, c'est-à-dire au moment de choisir.

Les tentatives vénales de sauvetage du roi ont existé mais en réalité, selon René Choudieu, elles concernaient majoritairement ceux qui n'avaient pas voté la mort du roi ou dans quelques cas contraires, qui avaient assorti la peine capitale de l'appel au peuple et du sursis.

Ce qui n'était évidemment pas le cas de Danton ; ni d'ailleurs des dantonistes montrés du doigt dans cette affaire (Lacroix, Chabot, Bazire, Fabre d'Églantine, Robert, Thuriot).

Le 16 janvier 1793, alors que des girondins tels que Lanjuinais et Lehardy désireux de sauver le roi réclamaient le vote de la mort à une majorité des 2/3, Danton fit front avec plusieurs montagnards et réclama avec succès le vote de la mort à la majorité simple.

« *... Je demande si vous n'avez pas voté à la majorité absolue seulement la république, la guerre ; et je demande si le sang qui coule au milieu des combats ne coule pas définitivement ? Les complices de Louis n'ont-ils pas subi immédiatement la peine, sans aucun recours au peuple, et en vertu de l'arrêt d'un tribunal extraordinaire ? Celui qui a été l'âme de ces complots mérite-t-il une exception ?* »...

Toujours le 16 janvier, à propos d'une discussion futile sur une pièce de théâtre, il s'exclame : « *Je vous l'avouerai citoyens, je croyais qu'il s'agissait d'une tragédie que vous devez donner en spectacle à toute l'Europe. Je croyais qu'aujourd'hui vous deviez faire tomber la tête du tyran et c'est d'une misérable comédie dont vous vous occupez.* »

Il se trouve que l'Espagne, qui aurait tenté de l'acheter, envoya une lettre au Président de la Convention. Danton protesta fermement contre les risques d'une négociation, visiblement destinée à faire traîner le procès, voire à l'annuler.

« *Cependant, qu'on entende si on le veut cet ambassadeur, mais que le président lui fasse une réponse digne du peuple, dont il sera l'organe, et qu'il lui dise que les vainqueurs de Jemmapes ne démentiront pas la gloire qu'ils ont acquise, et qu'ils retrouveront, pour exterminer tous les rois de l'Europe conjurés contre nous, les forces qui déjà les ont fait vaincre... Rejetez, rejetez, citoyens, toute proposition honteuse...* »

Par ailleurs, contrairement à ce qu'affirme Bertrand de Molleville, Danton motiva son vote. Toujours, le 16 janvier, il s'écrie : « *Je ne suis point de cette foule d'hommes d'État qui ignorent qu'on ne compose pas avec les tyrans, qui ignorent qu'on ne frappe les rois qu'à la tête, qui ignorent qu'on ne doit rien attendre de ceux de l'Europe que par la force de nos armes ! Je vote la mort du tyran !* »

Le lendemain 17, en fin d'après-midi, le vote terminé avec une très courte majorité favorable à la mort inconditionnelle, on préfère décider du sursis.

Tallien, montagnard comme lui, demande qu'il soit ouvert sur le champ. Danton s'y oppose : « *Il ne faut pas décréter, en sommeillant, les plus chers intérêts de la patrie. Je déclare que ce ne sera ni par la lassitude, ni par la terreur qu'on parviendra à entraîner la Convention nationale à statuer, dans la précipitation d'une délibération irréfléchie, sur une question à laquelle la vie d'un homme et le salut public sont également attachés... Je demande donc la question préalable sur la proposition de Tallien ; et que, si cette proposition était mise aux voix, elle ne pût l'être que par l'appel nominal.* »

Il est difficile de ne pas prendre en compte les remarques de Louis Barthou quand il écrivait : « *Quand il parlait à la tribune, Danton avait toute la Convention pour témoin et pour juge des responsabilités qu'il assumait : il accomplissait un acte. Qui fut le témoin de ses entrevues avec Lameth ?* ».

Danton veut prévenir les résultats qu'il prévoie devoir naître des querelles des Girondins et des Montagnards, mais ne peut rapprocher les deux partis. Dumouriez, ayant essuyé dans les environs d'Aix-la-Chapelle un échec considérable, Danton est encore envoyé près de ce général pour surveiller sa conduite.

De ce fait, il n'assiste pas à l'exécution de Louis XVI, le 21 janvier 1793.

Cette seconde mission n'aboutit qu'à faire accuser Dumouriez de dilapidations avec son collègue Lacroix.

Mais cette accusation n'a pas de suites.



L'épouse de Danton meurt en son absence le 10 février 1793 peu après avoir mis au monde leur quatrième enfant, mort-né. Il se fait conduire, la nuit même de son arrivée, avec des flambeaux, au cimetière, la fait déterrer, et serre le corps glacé dans ses bras, jusqu'à ce qu'on le lui enlève pour le remettre aux artistes chargés de lui en conserver les traits en effectuant un buste.

On ne le voit pas, du 17 février au 8 mars, réparaître à la Convention.

Le 10 mars 1793, le Tribunal révolutionnaire est rétabli.

Le dimanche 10 mars 1793, pour faire face au retour offensif des armées coalisées, la Convention vote la levée en masse de 300 000 hommes.

Sur le soir, comme le président s'apprête à lever la séance, Danton intervient et réclame des mesures contre les contre-révolutionnaires et les ennemis de la liberté. Des voix s'élèvent et évoquent le spectre des massacres de septembre 1792 et des exécutions sommaires. Alors, le tribun s'exclame : « *Soyons terribles pour dispenser le peuple de l'être !* ».

Dans la foulée, il fait voter la création d'un Tribunal criminel extraordinaire, qui deviendra plus tard, sous le nom de « *Tribunal révolutionnaire* », l'outil de la Terreur.

Dans la séance du 27 mars 1793, il déclare qu'il faut tuer tous les ennemis intérieurs pour triompher des ennemis extérieurs. Après la nouvelle de la défaite de Neerwinden*, les Girondins lui ayant reproché ses liaisons avec Dumouriez, Danton furieux demande que la Convention pût mettre en accusation ceux de ses membres qui seraient soupçonnés de complicité avec les ennemis de la république.

** Le 18 mars 1793, les Français subissent une demi-défaite à Neerwinden (Belgique). Par leur politique de conquête, les révolutionnaires ont dressé tous les Européens contre eux. Ils perdent ainsi le bénéfice de leurs victoires antérieures. Le général Dumouriez, l'ancien vainqueur de Valmy, déserte pour échapper à des sanctions. La France est à nouveau menacée d'invasion. À Paris, Robespierre renforce la « Terreur ». Les 18 et 19 mars 1793, c'est la défaite de Neerwinden face au prince de Cobourg, le Général Dumouriez passe à l'ennemi avec le duc de Chartres plutôt que d'être guillotiné. Danton, suspecté de toute part, manque-t-il d'être dénoncé comme complice. Il souhaitait utiliser le duc de Chartres (futur Louis-Philippe), alors lieutenant de Dumouriez, en vue d'une éventuelle monarchie constitutionnelle orléaniste.*

C'est aussi le début de l'insurrection vendéenne.

Vers un « Comité de Salut Public »

Le 6 avril 1793, l'assemblée de la Convention crée le « *Comité de salut public* ». Il est élu membre de ce Comité qu'il préside, sans préséance officielle : il s'agit de sauver la France et la Révolution des périls intérieurs (*insurrections royalistes et guerre de Vendée*) et extérieurs (*coalition européenne et défaite de Neerwinden*).

Les journées du 31 mai et du 2 juin 1793, 31 chefs parmi les Girondins sont proscrits et certains emprisonnés



Journée du 2 juin 1793. Estampe de Berthault, musée Carnavalet.

Le 31 mai 1793, à l'appel de Robespierre, des sans-culottes parisiens guidés par Varlet et Roux encerclent la Convention et réclament la mise en accusation des députés de la Gironde qui gouvernent le pays.

Ils leur reprochent leur incapacité à faire face à l'invasion étrangère et les soupçonnent de préparer le retour de la monarchie.

Danton est sur le point de se rallier à eux, lorsqu'il voit la salle envahie par François Hanriot*, à la tête de la force armée. Il finit par se ranger du côté des vainqueurs.

** Proclamé commandant en chef provisoire de la garde nationale par le Comité insurrectionnel de l'Évêché le soir du 30 mai 1793, Hanriot dirige le mouvement insurrectionnel lors des journées du 31 mai et du 2 juin 1793, où il cerne la Convention avec 80 000 hommes. Son rôle décisif lui vaut d'être appelé « sauveur de la patrie » par Marat.*

3 jours plus tard, les chefs girondins, au nombre de 22, sont arrêtés et envoyés à la guillotine.

À la faveur de ce coup d'État parisien, les députés de la Montagne prennent le pouvoir et installent « la Grande Terreur ».

Aussitôt entrent au Comité de Salut public de nouvelles personnalités de la Montagne : Jean-Marie Hérault de Séchelles, Saint-Just et Couthon.

Danton se remarie six mois après le décès de sa première épouse, le 12 juin 1793 avec une jeune fille de 16 ans, Sébastienne-Louise Gély (1776-1856), fille d'un huissier audencien au parlement de Paris, la jeune fille qui s'occupe de ses enfants, amie de sa première femme.

Elle est charmante, jeune et pieuse. Pour l'épouser, il consent se marier devant un prêtre insermenté (*prêtres réfractaires et hostiles à la Constitution civile du clergé, décret adopté en France par l'Assemblée nationale constituante le 12 juillet 1790*) échappé aux massacres du 2 septembre 1792.

La dot de 40 000 livres apportée par la jeune fille est en réalité payée par lui et le régime est celui, rare à l'époque, de la séparation des biens.

Plus occupé par son bonheur privé que par les soucis d'État, il ne vient plus aux jacobins. Ses absences à la Convention sont remarquées. Il néglige même le Comité.

Les clubs et la Commune l'accusent d'inertie.

Le 23 juin, Vadier dénonce les « *endormeurs* » du Comité. Marat attaque le Comité « *de la perte publique* ». Même son ami Chabot lui reproche d'avoir « *perdu son énergie* ».

Danton semble las, usé par les défaites de l'été.

Attaqué vivement le 8 juillet à la Convention, il ne se défend pas et le 10 juillet, lors du renouvellement du Comité de salut public, il demande à la Convention de l'écarter (*par fatigue ou par calcul, ou les deux à la fois*). Il se retire à Arcis-sur-Aube.



Dès lors, la lutte s'engage entre Danton et Robespierre.

À son retour d'Arcis, le 12 juillet 1793, où il est allé passer quelques jours avec sa nouvelle épouse, Danton trouve Camille Desmoulins et Fabre d'Églantine aux prises avec Robespierre. Ceux qui en craignent les suites essayent de rapprocher les deux rivaux.

Un mois plus tard, le 13 août 1793, à la tribune de la Convention, Danton, toujours en avance d'une idée, n'en lance pas moins le projet d'une instruction publique, gratuite et obligatoire : *« Quand vous semez dans le vaste champ de la République, vous ne devez pas compter le prix de la semence ! Après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple ! »*.

Puis, il appuie le 3 septembre, la formation d'une armée et d'un tribunal révolutionnaire.

Élu malgré lui le 5 septembre, il refuse encore sa participation au pouvoir.

Louise Gély (1776-1856), seconde femme de Danton, se tient debout derrière Antoine Danton, fils de Gabrielle Charpentier, première femme de l'avocat. Peinture de Boilly gravée en couleurs par Cazenave sous le titre L'Optique.

Le 5 septembre 1793, un décret de la Convention nationale crée une armée révolutionnaire parisienne qui est le bras armé des partisans de l'exagération révolutionnaire : *« Il y aura à Paris une force armée soldée par le Trésor public, composée de 6000 hommes et de 1 200 canonniers destinée à comprimer les contre-révolutionnaires, à exécuter partout où besoin sera les lois révolutionnaires et les mesures de salut public qui seront décrétées par la Convention nationale et à protéger les subsistances. »*

Les comités révolutionnaires des sections de Paris sont appelés à dresser les listes des soldats et la composition de l'état-major de cette armée, inspirée par Jean-Nicolas Pache et donc entièrement vouée à l'exagération révolutionnaire.

L'infanterie est composée de sans-culottes (artisans et boutiquiers) payés 40 sous par jour et l'artillerie des compagnies des sections, détachées à l'armée révolutionnaire.

Danton se déclare toutefois contre le culte ridicule inventé par Pierre-Gaspard Chaumette*, et donne son approbation au coup qui frappe les hébertistes**.

C'est le dernier pas qu'il fait avec Robespierre. La lutte entre ces deux rivaux devient alors plus animée.

** Chaumette veut étendre la Révolution à tous les domaines y compris la mode de porter des sabots. Il propose et prend de nombreuses mesures sociales et morales pour les indigents, les veuves, les fous, les prostituées, interdit les jeux de hasard et le fouet dans les écoles, ce qui lui donne une certaine popularité. Il lutte pour l'abolition de l'esclavage notamment dans le journal jacobin « Les Révolutions de Paris ». Il était fervent partisan de la Terreur : dénonciations, loi des suspects, guillotine pour les accapareurs, etc.*

Il est contre l'égalité des sexes. Il s'est publiquement félicité de l'exécution de Manon Roland et d'Olympe de Gouges, au prétexte qu'elles auraient oublié les devoirs qui conviennent aux femmes. S'adressant aux citoyennes de Paris, il ajoutait à leur sujet : « Et vous voudriez les imiter ? Non, vous ne serez vraiment dignes d'estime qu'en vous efforçant d'être ce que la Nature a voulu que vous fussiez. Nous voulons que les femmes soient respectées, c'est pourquoi nous les forcerons à se respecter elles-mêmes ».

Il est un artisan de la déchristianisation, ce qui le brouille avec Robespierre. Il tente d'instaurer de nouveaux rituels républicains, comme les fêtes de la Raison. Cependant, il s'oppose aux mesures de vandalisme contre les églises préconisées par Hébert et casse l'arrêté municipal du 23 novembre 1793 qui ordonne la fermeture de tous les lieux de culte et la persécution des prêtres.

***Les « hébertistes », appelés les « exagérés » pendant la Révolution française, sont sous la Législative et la Convention principalement des membres du club des Cordeliers, appartenant pour un grand nombre aux rangs de la Montagne à la Convention, à l'administration de la Commune et du Département de Paris, et qui étaient en relation avec Jean-Nicolas Pache, Jean-Baptiste Bouchotte ou Jacques-René Hébert qui, lui-même, n'avait pas de parti à proprement parler.*

Les hébertistes sont un néologisme né du procès des « exagérés », dont Hébert fut la « vedette », la figure la plus familière aux yeux du public en raison de son journal « le Père Duchesne ».

L'état-major ainsi composé est donc installé à l'ancien hôtel de La Massais ; cette armée qui menace directement la Convention disparaît avec la défaite des Hébertistes ou Exagérés. L'exécution de Ronsin amena, le 24 mars 1794, la dissolution de l'armée révolutionnaire parisienne, par le décret du 7 germinal an II (27 mars 1794).

Le 12 vendémiaire an II (3 octobre 1793), Robespierre s'oppose à l'arrestation des 73 députés Girondins mis en accusation (ces 73 députés avaient protesté contre l'exclusion de leurs collègues dans les journées du 31 mai et du 2 juin). Il convainc, non sans peine, la Convention de les épargner. Les 73 députés survivront.



Fabre d'Églantine avec l'églantine d'argent Musée des Beaux-Arts de Carcassonne.

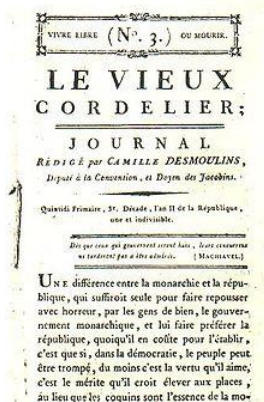
Et puis, subitement, du 13 septembre au 20 novembre 1793, Danton va disparaître. Le 13 octobre, le président communique à la Convention la lettre suivante :

« Délivré d'une maladie grave, j'ai besoin, pour abréger le temps de ma convalescence, d'aller respirer l'air natal ; je prie en conséquence la Convention de m'autoriser à me rendre à Arcis-sur-Aube. Il est inutile que je proteste que je reviendrai avec empressement à mon poste aussitôt que mes forces me permettront de prendre part à ses travaux. »

Il rentre le 20 novembre pour venir au secours de ses amis, députés montagnards compromis dans l'affaire de la falsification du décret de suppression de la Compagnie des Indes.

Fabre d'Églantine, lié politiquement à Danton, reste libre, bien que le Comité soit au courant de sa signature de complaisance. Robespierre a besoin de Danton et des modérés pour combattre la déchristianisation* dans laquelle il voit une manœuvre politique de débordement par les hébertistes.

*La déchristianisation est un mouvement qui démarre à la chute de la Royauté et connaît son apogée pendant les premiers mois de l'an II au cours de la Révolution française. Elle recouvre un certain nombre d'actions dirigées contre la religion catholique et menées par les révolutionnaires les plus radicaux. Elle n'est pas organisée par les instances centrales que sont le Comité de salut public ou la Convention, qui se montrent ou hostiles ou circonspects face à ce qu'ils considèrent comme des désordres ou des excès. Elle peut être mise en œuvre par la Commune de Paris ou de divers comités de Surveillance locaux, soutenus par la population ou s'inscrire dans le cadre de répression de différentes insurrections, comme à Nantes ou à Lyon, où se déroulent les épisodes les plus célèbres et les plus violents. Elle est alors le fait de représentants en mission (Carrier pour Nantes, Fouché et Collot d'Herbois pour Lyon), proche des Hébertistes. Elle connaît une intensité variable selon les régions.



La déchristianisation s'accompagne d'une tentative d'instaurer un nouveau culte civique, celui de la Raison et aboutit, en réaction, le 7 mai 1794, à l'instauration du culte de « l'Être suprême » par la Convention.

Danton incarne alors un courant plus modéré que celui de la Montagne ; il pense qu'avec le redressement de la situation militaire, il convient de mettre fin à la Terreur et de faire la paix : « Je demande qu'on épargne le sang des hommes. », s'écrit-il le 2 décembre à la Convention.

Déjà, le 26 novembre 1793, à la tribune de la Convention, il lance : « Il est un terme à tout. Je demande qu'on pose la barrière ». Quelques jours plus tard, il a cette autre formule : « Rappelons que si c'est avec la pique que l'on renverse, c'est avec le compas de la raison et du génie qu'on peut élever et consolider l'édifice de la Société ».

Fin 1793, Danton aspire à clore le processus révolutionnaire et mettre un terme à la Terreur d'autant que les périls extérieurs et intérieurs semblent écartés. Il mène campagne en ce sens avec ses amis, dont Camille Desmoulins, rédacteur du Vieux Cordelier.

Le procès

Juste après l'exécution d'Hébert le 24 mars, le Comité de Salut Public discutait déjà de sa prochaine cible, conclusion logique de cette entreprise d'épuration.

Robespierre, toujours hésitant à frapper « l'idole pourrie » Danton et surtout son ami d'enfance, Camille Desmoulins, confia à Saint-Just quelques observations griffonnées sur un bout de papier. Il n'en fallut pas plus à « l'archange de la Terreur » pour bâtir un solide acte d'accusation qu'il présenta le 31 mars à 2 heures du matin aux autres membres du Comité.

Tous signèrent l'arrestation des principaux « Indulgents », à l'exception de Lindet, apostrophant pour l'occasion ses collègues : « J'ai été choisi pour soutenir les révolutionnaires, pas pour les tuer ».

Danton est arrêté

Mais les Jacobins, unis autour de Robespierre et maîtres du Comité de salut public, ne l'entendent pas ainsi. Ils dénoncent les dantonistes, surnommés avec mépris les « Indulgents » et les font arrêter le 30 mars 1794.

Danton, auquel on conseille de fuir, répond avec panache : « On n'emporte pas la patrie à la semelle de ses souliers ».

Mais avant de le braver, Robespierre a pris des mesures, et le géant qui a fait crouler le trône, est arrêté dans son lit, la nuit du 31 mars 1794, sans faire la moindre résistance et conduit dans les prisons du Luxembourg.

Il est transféré le lendemain, avec son ami Lacroix, à la Conciergerie.

Quelques députés vont réclamer contre cette arrestation ; mais Robespierre paraît à la tribune, et demande avec une dédaigneuse arrogance « quels étaient ceux qui osaient prendre le parti du conspirateur, de l'homme immoral dont le peuple allait enfin connaître les crimes », et tous gardent le silence.

Ayant obligé la Convention à livrer Danton, le Comité se croyait sûr de sa majorité. « Il se trompait », écrit Georges Lefebvre, « elle ne lui pardonnait pas ces sacrifices. Tant de places vides répandaient une terreur secrète qui, aisément, tournerait en rébellion, car c'était sa position de médiateur entre l'assemblée et les sans-culottes qui avaient fait la force du Comité ; en rompant avec ces derniers, il libérait l'assemblée et, pour achever de se perdre, il ne lui restait plus qu'à se diviser. »



Danton et Desmoulins montent à l'échafaud

Son assurance ne l'abandonne pas dans la fatale charrette ; sa tête est haute, ses regards pleins de fierté ; il semble commander encore à la populace.

Cependant le souvenir de son épouse et de ses enfants vient l'ébranler au pied de l'échafaud, et il laisse entendre cette exclamation : « O ma femme ! ô ma bien-aimée ! ô mes enfants ! je ne vous reverrai donc plus ! » puis s'interrompt : « Allons, Danton, point de faiblesse. »

Se tournant ensuite vers le bourreau : « Tu montreras, dit-il, ma tête au peuple ; elle en vaut bien la peine. »

L'exécuteur l'ayant empêché d'embrasser Hérald de Séchelles : « Misérable, lui dit-il, tu n'empêcheras pas nos têtes de se baiser dans le panier. »

Ainsi périt Danton, le 5 avril 1794, à l'âge de 35 ans.

Conclusion :

Les procès de la Révolution Française, et surtout ceux s'étant déroulés pendant la Terreur, ne brillèrent pas particulièrement pour la qualité de leurs enquêtes préliminaires.

Du moins, la constatation des infractions était latente et le rassemblement des preuves pour le moins expéditif, répertoriées dans des actes d'accusation ressemblant plus à des pamphlets qu'à des véritables rapports juridiques.

Schématiquement, l'accusation avait parfois valeur de preuve et le simple fait de semer le doute ou de jeter le discrédit sur un individu suffisait au ministère public dans les cas les plus extrêmes.

Nature exubérante, prête à la corruption sinon corrompue, Danton eut en lui l'enthousiasme des grands dévouements et des énergies superbes. Certes, il ne fut pas impeccable, et les panégyristes qui le veulent innocenter tout à fait font œuvre fausse. En temps de lutte, il eut des vices qui sont une force. Danton fut un jouisseur qui mit au service de la patrie ses violences d'appétit. Il voulait la liberté comme il voulait la femme et le luxe.

Robespierre, qui le tua, avait lui d'autres vices, vanité profonde et mépris des autres. Toutes ces surexcitations cérébrales concordèrent à un même but, l'affranchissement des Français et des citoyens. Ces hommes ne réclament pas d'indulgence. Ils furent ce qu'ils furent. Ce qu'ils doivent exiger, c'est d'être compris. (Préface de L. Boulanger, 1893 (p. 2) : Georges Jacques Danton « La Patrie en danger »)

Pour en savoir plus

Quelques phrases célèbres de Danton

« Tu montreras ma tête au peuple ; elle en vaut bien la peine. »

« Il nous faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! ».

« Mon individu sera bientôt dans le néant ; mais mon nom est déjà à la postérité. »

« Qu'on nous mène à l'échafaud : nous avons assez vécu pour la gloire ! »

« J'entraîne Robespierre, Robespierre me suit. » (Ce qui se réalisa le 28 juillet suivant !)

« Misérable, tu n'empêcheras pas nos têtes de se baiser dans le panier. »

« C'est singulier, le verbe guillotiner ne peut pas se conjuguer dans tous ses temps ; on peut bien dire : Je serai guillotiné, tu seras guillotiné, mais on ne dit pas : J'ai été guillotiné.

« Le tocsin qu'on va sonner n'est point un signal d'alarme, c'est la charge sur les ennemis de la patrie. Pour les vaincre, il nous faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et la France est sauvée. »

« il n'y avait pas de vertu plus solide que celle que celle que je déploie toutes les nuits avec ma femme ».

« Que m'importe ! L'opinion publique est une putain, la postérité une sottise ! »

« qui hait les vices, hait les hommes »

Le procès de Danton et des « Indulgents » guillotins après un procès express

Le 30 mars, le Comité ordonne l'arrestation de Danton, celle de Delacroix, Camille Desmoulins et Philippeaux.

Saint-Just est chargé du rapport d'accusation devant la Convention, document qu'il rédigera à partir des notes de Robespierre. Soutenu par ce dernier, il veut que les accusés soient présents à la lecture du rapport et qu'on les arrête en fin de séance. La majorité du Comité de salut public s'y oppose, par crainte d'un débat dangereux.

« Si nous ne le faisons pas guillotiner, nous le serons. », déclare de rage, Saint-Just en jetant son chapeau au feu.

Le lendemain, à la Convention consternée, Legendre demande que les accusés puissent venir se défendre. Une partie de l'Assemblée est prête à le suivre mais Robespierre intervient : « Legendre a parlé de Danton, parce qu'il croit sans doute qu'à ce nom est attaché un privilège. Non, nous ne voulons point de privilèges ! Nous ne voulons pas d'idoles ! Nous verrons dans ce jour si la Convention saura briser une prétendue idole, pourrie depuis longtemps, ou si dans sa chute elle écrasera la Convention et le peuple français ! »

Et fixant Legendre : « Quiconque tremble est coupable. »

Après son intervention et celle de Barère, Saint-Just présente son rapport. Comme pour les hébertistes, on associe aux accusés politiques, les prévaricateurs (Fabre, Chabot, Basire, Delauney) et des affairistes comme l'abbé d'Espagnac, les banquiers autrichiens Frey et le financier espagnol Guzman, étrangers de surcroît pour rattacher les accusés à la « conspiration de l'étranger ».

L'instruction

Les faits imputés

Saint-Just fera lecture le même jour à la Convention de l'acte d'accusation justifiant l'arrestation de Danton et de ses proches. Dans ce violent réquisitoire, le député de l'Aisne accusera le principal intéressé :

- d'avoir entretenu des relations avec Mirabeau, déclaré traître à la Patrie pour ses échanges secrets avec Louis XVI, et Philippe d'Orléans, cousin de ce dernier ;
- d'avoir entretenu des relations avec les frères Lameth et Barnave, royalistes notoires ;
- d'avoir entraîné, en tant que rédacteur de la pétition demandant la République en 1791, le peuple au Champs-de-Mars, victime de la répression militaire tandis que lui, Danton, aura été épargné ;
- d'avoir émigré en Angleterre suite à cet événement ;
- d'avoir consenti, par son silence, à la déclaration de guerre du 20 avril 1792 souhaitée par les Girondins à l'Assemblée Législative ;
- d'inaction personnelle lors de la journée du 10 août 1792, date de la fin de la monarchie en France, alors qu'il fut l'instigateur de l'évènement ;
- d'avoir protégé Fabre d'Eglantine, accusé de fraudes dans l'affaire dite de la "liquidation de la Compagnie des Indes" ;
- de s'être enrichi, lui et ses amis, dans le cadre de ses fonctions de ministre de la Justice après le 10 août ;
- d'avoir protégé Dumouriez, général français passé à l'ennemi et déclaré traître à la Patrie, en tentant de couvrir sa forfaiture ;
- d'avoir trop tendu la main aux ténors Girondins, déclarés traîtres à la Patrie après leur procès en octobre 1793 ;
- d'avoir trop prêché la clémence et la modération envers les « suspects » de la Terreur.

On comprend que c'est principalement sur ce dernier chef que l'on souhaite faire juger Danton par le tribunal du peuple.

Les débats

Le procès, ouvert le 2 avril, est un procès politique, jugé d'avance.

Les accusés comparurent devant les juges du Tribunal révolutionnaire en même temps que des individus douteux coupables de malversations tels un voleur, d'Espagnac, et les banquiers Frey, créant ainsi un effet d'amalgame procédural bien rôdé depuis quelques mois.

Les débats commencèrent vers midi et, déjà, Desmoulins récusait le juge Renaudin qu'il savait partial à son égard. Cette demande, fondée, ne fut même pas portée aux votes.

Par contre, le célèbre accusateur public Fouquier-Tinville fut obligé de partager temporairement ses fonctions avec un autre car l'on se méfiait de sa lointaine parenté avec le même Desmoulins.

Au bout de deux séances, Fouquier-Tinville et le président Herman doivent réclamer l'aide du Comité : « *Un orage horrible gronde... Les accusés en appellent au peuple entier... Malgré la fermeté du tribunal, il est instant que vous vouliez bien nous indiquer notre règle de conduite, et le seul moyen serait un décret, à ce que nous prévoyons.* »

Un projet de complot en vue d'arracher les accusés de leur prison (*Lucile Desmoulins aurait proposé de l'argent « pour assassiner les patriotes et le Tribunal »*) permet à Saint-Just de faire voter par la Convention un décret mettant les accusés hors des débats.

La défense de Danton est étranglée, comme avait été étouffée celle des girondins.

Le procès-verbal du Tribunal révolutionnaire a été très « *arrangé* » et son grand discours purement et simplement supprimé. Certaines de ses réponses ont été conservées : « *Moi vendu ! Moi ! Un homme de ma trempe est impayable !* », interrogé sur ses nom, prénoms, domicile : « *Bientôt dans le néant, et mon nom au Panthéon.* »

Les deux prisonniers qui daignent à peine répondre aux interpellations que leur fait le président.

Il faut comprendre que les membres du Comité, au mépris de toutes les règles de séparation des pouvoirs, se trouvaient physiquement en coulisses pour faire pression sur les membres du Tribunal.

La première journée d'audience porta essentiellement sur l'affaire de corruption de la Compagnie des Indes qui accablait Fabre et Chabot, deux autres accusés.

Danton demanda en fin de séance la formation d'une commission pour examiner « *le système de dictature exercé par le Comité de Salut Public* » à son encontre. Cette demande fut tout naturellement rejetée par le juge Herman.

Les prisonniers s'amusaient pendant les débats à rouler des boulettes de pain entre leurs doigts, et les lançaient au nez des juges et des jurés.

Danton se contenta de leur dire, en façonnant ces boulettes : « *Mon individu sera bientôt dans le néant ; mais mon nom est déjà à la postérité.* »

Le tribunal, effrayé de leur audace, consulta les comités de gouvernement sur ce qu'il convenait de faire, et ceux-ci ordonnèrent de mettre les détenus hors des débats, c'est-à-dire, de les condamner sans en entendre davantage.

Robespierre se montra intraitable pendant le procès qui dura quatre jours : « *Nous verrons [...] si la Convention saura briser une prétendue idole pourrie depuis longtemps.* »

Le 3 avril, Danton eut à répondre de ces principales incriminations :

Ses relations avec Mirabeau et le duc d'Orléans

Il est accusé d'avoir reçu un certain nombre de subsides de Mirabeau. Si ces faits étaient bien réels et connus de tous, le Tribunal n'avait pas au moment du procès les preuves matérielles justifiant la corruption.

Quant à Philippe d'Orléans, (celui qui a voté la mort de son cousin Louis XVI) Danton minimisa la teneur des liens qui les unissaient.

L'affaire du Champs-de-Mars

Là encore, point de preuve, d'autant que souhaiter la République et la fin de la monarchie dès 1791 ne peut être constitutif du modérantisme qu'on lui reprochait. L'accusé balaya ainsi d'un revers de la main cette accusation et mit l'accent sur la "pureté de ses intentions".

L'émigration en Angleterre

Danton fit prévaloir que Marat, grande figure de la Révolution et martyr depuis son assassinat par Charlotte Corday, avait lui-même été forcé de quitter la France pour Londres.

Son attitude pendant la journée du 10 août 1792

Passage difficile de la défense de Danton où les témoins demandés n'ont jamais été présentés devant le Tribunal. L'accusé tenta de reconstituer son emploi du temps en se glorifiant d'avoir demandé l'élimination de Manda, commandant de la Garde Nationale et favorable au Roi, assassiné dans la nuit du 9 au 10.

Sa richesse douteuse

Autre moment épineux du procès, Danton eut du mal à lever les suspicions relatives à la fortune qu'il s'est constituée. La corruption, présumée depuis longtemps, fut prouvée par un témoignage accablant du député Cambon.

Ses relations avec Dumouriez

Il lui est reproché de ne pas avoir ordonné la poursuite du général Dumouriez qui s'est vendu à l'ennemi. Danton, sans convaincre, affirma que la guerre n'avait jamais été son domaine de prédilection.

Ses relations avec les Girondins

Partisan de l'union sacrée entre les Girondins et les Montagnards à la Convention, Danton ne s'est jamais caché de sa proximité avec les leaders du parti opposé au sien. Mais il écarta d'emblée toute accusation de duplicité en prétextant qu'il participa activement à l'éviction des Girondins.

Le 4 avril, d'autres faits annexes se rajoutèrent à cette liste.

Mais, globalement, les preuves en possession des accusateurs publics étaient minces.

Danton se distingua par une défense énergique, utilisant une rhétorique de défi envers les juges, et donc le Comité de Salut Public. Alors que le procès était joué d'avance, la situation fut sur le point de s'inverser tant les jurés, touchés par la sincérité des accusés, demandèrent l'audition des témoins et la poursuite des débats.

Le Comité de Salut Public réagira par la prise d'un décret interdisant aux accusés de plaider leur cause en séance publique. Le sort des « Indulgents » était désormais scellé.

Le jugement

Le Tribunal révolutionnaire, conformément au décret du Comité, mit hors des débats les accusés et rendit son verdict sans que les principaux intéressés puissent l'entendre. La sentence, convenue à l'avance, fut la mort.

En entendant prononcer sa condamnation, Danton s'écrie : *« Qu'on nous mène à l'échafaud : nous avons assez vécu pour la gloire ! On nous immole à l'ambition de quelques lâches brigands ; mais ils ne jouiront pas longtemps du fruit de leur victoire ; (...) j'entraîne Robespierre : Robespierre me suit. »*

Rentré à la Conciergerie, il dit aux prisonniers qui l'entourent : *« C'est moi qui ai fait instituer le tribunal révolutionnaire ; j'en demande pardon à Dieu et aux hommes ; je laisse tout dans un gâchis épouvantable ; il n'y en a pas un qui s'entende à gouverner ; au reste, ce sont tous des Caïns. »*

Puis il ajoute : *« Dans les révolutions, le pouvoir reste toujours dans les mains des petits ; mais il vaut mieux être né pauvre pêcheur que de gouverner les hommes ; les insensés ! ils crieront encore vive la république, en me voyant marcher à l'échafaud ! »*

Danton et ses partisans furent guillotins sur la place de la Révolution à Paris (actuelle place de la Concorde) le 5 avril 1794.

